

Mission relative à l'avenir de la profession d'avocat

Présidée par M. Dominique Perben

RAPPORT A MONSIEUR LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

JUILLET 2020

SOMMAIRE

-

LETTRE DE MISSION.....	4
MEMBRES DE LA MISSION.....	6
LISTE DES PERSONNES ET INSTANCES AUDITIONNEES.....	7
INTRODUCTION.....	8
LES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION	14
1 - Aide juridictionnelle – financement et revalorisation des rétributions.....	15
2 - Le renforcement de l’efficacité des ordonnances de taxation des honoraires des bâtonniers	18
3 - La réforme de l’article 700 du code de procédure civile	19
4 - La protection des collaborateurs des cabinets d’avocats.....	21
5 - L’égalité homme/femme au sein de la profession d’avocat.....	23
6 - La réforme de la procédure d’appel	25
7 - La formation des avocats.....	26
8 - Le renforcement de l’efficacité des modes amiables de règlement des différends – L’acte contresigné par avocat exécutoire	28
9 - La définition de la consultation juridique	29
10 - Le financement des cabinets d’avocats et l’évolution des structures d’exercice.....	32
11 - L’association des avocats à la vie des juridictions	35
12 - L’accès des avocats à la magistrature judiciaire	36
13 - Le secret professionnel de l’avocat	38



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

LA GARDE DES Sceaux,
MINISTRE DE LA JUSTICE

Paris, le **09 MARS 2020**

Monsieur le Ministre,

La profession d'avocat traverse une crise profonde. La société s'est profondément judiciarisée, des pans du droit sont devenus d'une très grande technicité, les barreaux ont vu leur démographie changer, les cabinets traditionnels évoluent désormais aux côtés de structures pouvant compter plusieurs dizaines de collaborateurs. Il paraît dès lors indispensable d'engager un travail sur l'avenir de la profession, son équilibre économique et ses conditions d'exercice, dans la continuité des annonces faites par le Premier ministre dans le cadre des échanges avec les représentants de la profession d'avocat, à l'occasion de la préparation du projet de loi pour un système universel de retraite.

De ce travail, devront émerger les voies qui pourront permettre de garantir aux avocats, dont la spécificité professionnelle est un fondement de notre démocratie, leur indépendance, leur liberté d'exercice, leur autonomie de fonctionnement, la viabilité de toutes les structures et cadres d'exercice, individuel ou en association, pour tous les types de conseil et de contentieux. Mon souhait est que soit ainsi pérennisé l'accès égal au droit et à la justice, pour l'ensemble de nos concitoyens et des personnes vivant sur notre territoire.

Je vous remercie ainsi d'avoir accepté de contribuer à ce travail essentiel. La mission que j'ai souhaité vous confier devra aborder les sujets évoqués par la profession d'avocat :

- sur l'aide juridictionnelle, il est essentiel qu'une réflexion approfondie soit menée sur les conditions d'attribution de l'aide juridictionnelle et le niveau de rétribution des avocats. J'ai indiqué que le Gouvernement était prêt à revaloriser l'aide juridictionnelle de manière significative, dans le cadre des propositions faites par la mission d'information récemment conduite à l'Assemblée nationale par Naïma Moutchou et Philippe Gosselin ;

Monsieur Dominique PERBEN
Ancien ministre
Avocat au Barreau de Paris
41, avenue de Friedland
75008 PARIS

- l'amélioration du recouvrement des honoraires en rendant plus efficace les ordonnances de taxation des honoraires rendues par le bâtonnier ;
- la possibilité de faire évoluer le taux de la TVA actuellement appliquée aux honoraires d'avocats, dans le cadre des dispositions européennes ;
- les conditions auxquelles serait subordonnée la possibilité de conférer un caractère exécutoire à l'acte d'avocat.

La mission pourra évidemment regarder d'autres propositions qui permettraient d'améliorer les conditions d'exercice de la profession. Certains évoquent, par exemple, les évolutions des structures d'exercice des professionnels ou les passerelles pour favoriser les parcours professionnels des avocats au sein des entreprises et de la magistrature. La question de l'égalité économique femmes-hommes au sein de la profession me semble également mériter votre attention.

Dans le cadre de vos travaux, vous pourrez procéder à toutes consultations de professionnels qui vous paraîtront utiles. Le secrétariat de la mission sera assuré par la direction des affaires civiles et du sceau.

Je souhaite que vous puissiez me remettre vos premières propositions d'ici la fin du mois d'avril.

En vous remerciant par avance, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en l'assurance de ma considération distinguée. *et hors cadre*.



Nicole BELLOUBET

MEMBRES DE LA MISSION

-

Monsieur Dominique Perben, président de la mission, avocat, ancien garde des sceaux, ministre de la justice

Monsieur Philippe Bonnacarrere, sénateur

Monsieur Jean-Michel Darrois, avocat

Madame Dominique de la Garanderie, avocate, ancienne bâtonnière

Madame Isabelle Gorce, présidente de la cour d'appel de Bordeaux

Monsieur Christophe Jamin, professeur des universités

Madame Christine Maugüé, conseillère d'Etat

Madame Naïma Moutchou, députée

Monsieur Thierry Wickers, avocat, ancien bâtonnier, ancien président du Conseil national des barreaux

Secrétariat de la mission assuré par Madame Marie-Alice Pollet, chef du bureau du statut et de la déontologie des professions, sous-direction des professions juridiques et judiciaires, direction des affaires civiles et du sceau.

LISTE DES PERSONNES ET INSTANCES AUDITIONNEES

-

Madame Christiane Feral-Schuhl, présidente du Conseil national des barreaux,

Madame Hélène Fontaine, présidente de la conférence des bâtonniers,

Monsieur Olivier Cousi, bâtonnier du barreau de Paris,

La confédération nationale des avocats,

Le manifeste des avocats collaborateurs,

La fédération nationale des unions des jeunes avocats,

L'union des jeunes avocats de Paris,

Les avocats conseil d'entreprise,

L'association française des juristes d'entreprise,

Le conseil supérieur du notariat,

Le créateur de la société Avocap, M. Lizop,

Le cercle Montesquieu,

L'avenir des barreaux de France,

Le conseil national de l'aide juridique,

Maître Kami Haeri,

La fédération française des assurances,

AON France,

La conférence nationale des premiers présidents,

La conférence nationale des procureurs généraux,

La conférence nationale des présidents de tribunaux judiciaires,

La conférence nationale des procureurs de la République,

L'union syndicale des magistrats,

Le syndicat de la magistrature,

Unité magistrats,

Le service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes,

La direction des affaires criminelles et des grâces,

La direction des affaires civiles et du sceau.

INTRODUCTION

-

La lettre de mission s'ouvre sur la constatation que « la profession d'avocat traverse une crise profonde ». En date du 9 mars 2020, il apparaît qu'elle se situe à l'exacte jointure de deux crises qui ont successivement secoué la profession.

La première est liée à la réforme des retraites et à l'opposition radicale des avocats à leur intégration dans un système universel de retraite. Cette crise a amené, pendant plusieurs mois, un grand nombre de cabinets d'avocats, essentiellement ceux exerçant à titre principal une activité judiciaire, à interrompre leur activité, et a conduit à une quasi-paralysie, pendant la même période, d'un système judiciaire déjà en grande difficulté.

Elle n'a pris fin, mais peut-être de manière simplement provisoire, que parce que lui a succédé la crise sanitaire, qui n'a épargné ni les avocats, ni le système judiciaire. En raison de la forte réduction de l'activité des juridictions, ce sont, à nouveau, les mêmes avocats, ceux qui exercent à titre principal une activité judiciaire, qui en ont subi le plus nettement les effets. Ils se feront encore sentir, dans de nombreuses juridictions, bien au-delà du mois de septembre.

Cette succession de crises a aussi exacerbé les tensions déjà vives entre la profession d'avocat et les magistrats. Elles se concentrent notamment autour de la question du secret professionnel. Des événements récents ont pu donner le sentiment que tout à la fois le droit fondamental du client à la confidentialité de ses relations avec son avocat et ce qui constitue un élément de l'identité professionnelle des avocats étaient menacés.

Les difficultés que rencontre la profession d'avocat sont cependant beaucoup plus anciennes, et leurs causes ne se résument nullement à l'existence des deux crises traversées à la fin de l'année 2019 et au cours des premiers mois de 2020.

Pourtant, comme le faisait observer la mission Kami Haeri dans son rapport de février 2017 sur « L'avenir de la profession d'avocat », ce sentiment de crise n'est pas confirmé par les chiffres. Les statistiques globales de la profession permettent au contraire de dresser le tableau d'une profession globalement dynamique et attractive. Une profession jeune (75% de ses membres ont moins de 50 ans), qui est désormais majoritairement féminine et dont les effectifs ont doublé en vingt ans. Ce développement démographique remarquable ne s'est nullement traduit par un recul de la prospérité (relative) des avocats. Dans le même temps que la profession d'avocat doublait ses effectifs, elle triplait son chiffre d'affaires, ce qui confirme que dans le domaine des services juridiques, le développement de l'offre engendre sa propre demande.

C'est seulement si l'on rentre dans le détail des chiffres que les difficultés apparaissent. Ils révèlent l'hétérogénéité d'une profession au sein de laquelle existent des disparités considérables de revenus.

Le rapport d'activité 2017 de la Caisse nationale des barreaux français (CNBF) indique que : « la moitié de la population déclare une assiette cumulée qui ne représente que 16,3 % du revenu total de la profession », « 63 % de la population déclare 25 % du revenu global » et « 3,2 % de la population déclare à elle seule 25 % des revenus de la profession. »

Population	Revenu	Effectif	Revenu cumulé	Revenu le plus élevé
25%	4,9%	15 572	238 763 559	26 256
50%	16,3%	31 144	786 873 353	44 962
75%	35,7%	46 716	1 724 240 447	81 491
100%	100,0%	62 289	4 825 388 293	3 888 601

Revenus	Population	Effectif	Revenu cumulé	Revenu le plus élevé
25%	63,0%	39 261	1 206 315 062	59 591
50%	86,1%	53 619	2 412 665 868	123 653
75%	96,8%	60 319	3 618 961 622	303 234
100%	100,0%	62 289	4 825 388 293	3 888 601

Ces disparités jouent notamment au détriment des collaborateurs, des femmes, des avocats de province, des avocats exerçant à titre individuel et des activités judiciaires.

La crise concerne donc ceux des avocats qui cumulent plusieurs de ces facteurs, comme l'avocat exerçant à titre individuel, dans le domaine judiciaire et notamment celui de l'aide juridictionnelle, dans une zone défavorisée.

Démographiquement, les catégories fragiles pèsent lourd dans les statistiques de la profession. Elles correspondent peu ou prou à un « barreau judiciaire traditionnel ». Ce barreau est aussi très investi dans le fonctionnement des institutions de la profession, au sein desquelles il joue un rôle considérable dans les choix stratégiques de celle-ci.

En 2009, le « Rapport sur les professions du droit » (rapport Darrois) soulignait ainsi que l'attachement des professions du droit, et notamment des avocats français, à la conception traditionnelle des missions du droit les avait conduites à ne pas suffisamment investir l'idée d'un marché du droit.

L'avocat français se distinguerait ainsi du *lawyer* anglais ou nord-américain que l'idée d'un marché du droit n'effraie pas. Cette vision très approximative en apprend surtout sur les craintes et les préventions des avocats français vis-à-vis des réalités économiques.

Cette tradition inclut aussi dévouement et humanisme, moteurs d'une activité dans laquelle les nécessités économiques et de gestion peuvent devenir secondaires.

La conviction que le droit n'est pas une simple marchandise n'impose pourtant pas obligatoirement d'ignorer les règles du marché, ou d'imaginer qu'on peut y échapper. *Volens nolens*, les avocats doivent aussi se comporter comme des entrepreneurs et des prestataires de services.

Cette réticence extrême a profondément influencé les choix stratégiques de la profession.

La stratégie professionnelle de la grande profession du droit, si elle était évidemment justifiée pour d'autres motifs, présentait en même temps l'avantage considérable de retarder le moment de la confrontation avec le marché. Elle avait pour avantage de permettre l'intégration des conseils juridiques et d'autres professions mais l'inconvénient de ne pas préparer les avocats aux évolutions nécessaires à la conquête de nouveaux marchés. Les marchés étaient indirectement attribués aux avocats, au nom de la nécessité de mettre fin à l'éparpillement des professions juridiques, à l'occasion de l'intégration des professionnels qui avaient su les conquérir. Ces absorptions et fusions successives ont donc permis de faire l'économie d'une remise en cause des modes d'exercice traditionnels. Ceux qui les pratiquaient ont pu continuer de le faire, sans grand changement, dans une profession élargie.

Cette stratégie, qui ne pouvait que se heurter à ses propres limites, a pris fin au cours de la dernière décennie. Elle reste aujourd'hui sur une série d'échecs : l'échec de la fusion avec les conseils en propriété intellectuelle, l'échec de la fusion avec les notaires, et le refus de la fusion avec les juristes d'entreprise.

Il n'est finalement pas étonnant que l'épuisement d'une stratégie poursuivie depuis la fin des années 1960 coïncide avec la multiplication des interrogations sur l'avenir de la profession et la difficulté d'entreprendre des réformes.

Le rapport « L'avenir de la profession d'avocat » met en évidence un des effets majeurs du refus du marché : une incapacité récurrente à s'imposer sur les champs nouveaux d'activités.

Une solution alternative a ensuite consisté à obtenir pour les avocats des instruments ou des possibilités nouvelles, leur permettant de s'imposer sur des marchés émergents, ou d'élargir la palette de leurs services. Elle n'a donné, jusqu'à présent, que des résultats en demi-teinte. Les avocats ont accueilli avec enthousiasme la consécration de l'acte d'avocat qu'ils avaient eux-mêmes imaginé et appelé de leurs vœux, ne l'ont pas vraiment mis en œuvre dans la pratique hors injonction du législateur (en matière de divorce). De même, ils ont fort bien accueilli l'instauration de la procédure participative, mais sans lui réserver plus de succès en pratique en dépit du développement des MARD dont elle constitue l'un des instruments. Les innovations qui se sont produites, avec le développement des technologies de l'information, sur le marché des services juridiques, n'ont pas été le fait des avocats. Ce sont des prestataires alternatifs qui ont imaginé des nouveaux services et qui les ont proposés au public, avec succès.

La réaction des avocats a essentiellement été défensive, et judiciaire, pour demander l'application stricte des dispositions des articles 54 et suivants de la loi 71-1130 du 31 décembre 1971. S'il n'est pas anormal de demander le respect de textes édictés pour assurer la protection des consommateurs, cette politique ne doit pas dispenser les avocats de s'interroger sur les raisons pour lesquelles ils n'ont pas su répondre aux nouveaux besoins de droit. Là encore, on peut citer le rapport Kami Haeri qui pointait la responsabilité des avocats dans la perte de ces marchés émergents « délaissés et de fait exploités de manière sauvage, et par défaut, par ceux qu'elle [la profession] appelle les braconniers du droit. »

Il existe assurément des causes exogènes à la crise que traverse la profession d'avocat, essentiellement, comme on vient de le voir, dans sa composante judiciaire traditionnelle.

Le développement de l'activité judiciaire ne dépend pas exclusivement des avocats. La demande de justice est certainement illimitée, mais un système judiciaire a toujours une capacité d'accueil limitée. Les principaux obstacles à l'accès à la justice sont la longueur de la file d'attente, la complexité du processus et son coût. Les avocats n'ont d'influence que sur le troisième facteur. Le système judiciaire français traverse lui-même une crise profonde et souffre des moyens très limités qui lui sont alloués.

Le dispositif de l'aide juridictionnelle, qui est supposé assurer l'accès à la justice des plus démunis, souffre d'un sous-financement chronique. « Le budget consacré à l'aide judiciaire place la France en dessous de la moyenne des pays européens » relèvent M. Philippe Gosselin et Mme Naïma Moutchou, dans leur rapport d'information sur l'aide juridictionnelle. La France, avec un budget de 5,06 € par habitant consacré à l'aide juridictionnelle, se situe en dessous de la moyenne des pays européens.

Les conséquences de ce sous-financement sont supportées aujourd'hui par cette même composante judiciaire de la profession d'avocat. Le nombre des missions est considérable (824 934). Elles sont réalisées à perte puisque le tarif de la rétribution horaire (Une UV = ½ heure = 32 €) de 64 € est très inférieur aux charges ordinaires des cabinets.

Ne s'intéresser qu'à ces facteurs serait cependant oublier l'importance de la problématique de l'offre proposée par les avocats.

En effet, les difficultés économiques rencontrées par la profession d'avocat en France ne peuvent pas être attribués à une demande de droit insuffisante. La place du droit comme mode de régulation des rapports sociaux se développe mécaniquement au fur et à mesure que les sociétés se complexifient. En outre, dans les

démocraties libérales, la tendance est d'attribuer aux individus des droits de plus en plus nombreux, tout en leur confiant la tâche d'en réclamer le bénéfice ou de les faire respecter.

Les études sur la distribution des services juridiques sont unanimes. Le marché des services juridiques est un marché sur lequel la demande est en accroissement constant. En France comme ailleurs a été mise en évidence l'existence d'un marché juridique latent, c'est-à-dire d'une demande non exprimée, non satisfaite.

Les questions financières peuvent clairement constituer des obstacles à l'accès au droit et donc un frein à l'expression de la demande. Cependant, la première explication à l'existence d'une demande latente réside probablement dans la difficulté des non-juristes à identifier la nature juridique des problèmes qu'ils rencontrent. La dernière étude du *World Justice Project* confirme que, comme dans beaucoup d'autres pays (mais davantage que dans un certain nombre de nos voisins européens), en France, tous les problèmes juridiques ne trouvent pas une solution et aussi que le recours à un avocat pour les régler n'est nullement un réflexe majoritaire.

Par rapport à tous les autres grands pays européens, la France est ainsi celui dans lequel le nombre de personnes qui déclarent savoir auprès de qui trouver une aide est le plus faible. Les deux autres chiffres significatifs de l'étude sont les suivants :

- 34% seulement des personnes qui ont identifié être confrontées à un problème juridique ont recouru à une aide extérieure pour le régler (comme d'autres études le montrent, un grand nombre de personnes n'imaginent même pas qu'un problème juridique puisse être résolu grâce à une aide extérieure) ;
- Parmi eux, 36% seulement ont recouru à un avocat.

En clair, 10% seulement des personnes confrontées à un problème juridique se sont adressées à un avocat pour le résoudre.

Les médias promeuvent les aspects criminels, les pouvoirs publics ne se préoccupent pas d'éduquer, dès le lycée, nos concitoyens afin de comprendre ce qu'est une règle de droit, créatrice de droit et des devoirs.

Cette démarche relève pourtant de la prévention autant en matière contractuelle que délictuelle avec des conséquences dans le domaine judiciaire et l'économie du droit.

La crise de la profession d'avocat est donc aussi – et peut-être même avant tout – une crise de l'offre. Le succès, déjà évoqué, de la *legaltech* en a apporté l'irréfutable démonstration.

Sur le registre de l'offre, on doit admettre que les consommateurs contemporains ne sont pas seulement à la recherche d'un produit ou d'un service. Le fait que la prestation ou le produit soit de qualité est le minimum attendu. La leçon que les consommateurs ont retirée de Netflix, Airbnb et Uber, c'est que l'on peut obtenir un bon service, mais aussi vivre une expérience de consommation satisfaisante. Or il n'y a aucune raison qu'ils se comportent différemment et attendent moins lorsqu'ils se rendent dans un cabinet d'avocat (*Law is a Buyer's Market* ; Jordan Furlong).

Les cabinets d'avocats fournissent des prestations juridiques, mais ils font aussi vivre à leurs clients une « expérience », en les aidant à faire face à des situations souvent stressantes. Les clients sont d'autant plus sensibles aux interactions avec leur avocat qu'ils sont pour la plupart dans l'incapacité de juger de la qualité intrinsèque de la prestation, ex-ante et même ex-post (les économistes parlent à ce propos de biens de confiance). Ils forgent leur jugement sur une vue d'ensemble qui englobe toutes les dimensions de la prestation. Ils jugent la manière dont ils sont reçus et traités, la clarté des explications et de la correspondance, la cohérence de la facturation. Même le meilleur avocat, le plus dévoué, le plus humaniste, s'il néglige ces aspects, sera jugé négativement. Ce n'est pas parce que le droit n'est pas une marchandise qu'il faut renoncer à comprendre le client et les ressorts de son comportement.

Ce constat permet de dégager deux des trois axes autour desquels s'articulent les propositions formulées par la mission.

D'une part, il est indispensable d'améliorer la situation économique des avocats les moins favorisés. Des mesures comme la revalorisation du barème de l'aide juridictionnelle s'imposent avec la force de l'évidence. C'est le cas aussi de celles qui tendent à améliorer le statut des collaborateurs, ou à promouvoir l'égalité entre femmes et hommes au sein de la profession.

D'autre part, il est tout aussi nécessaire de pousser les avocats à faire profondément évoluer leur offre et à conquérir des champs nouveaux. Une position sur le marché ne se construit pas uniquement sur la base d'attribution de champs d'activités réservés. Il faut être en mesure de les occuper, et de les étendre. Ne pas se mettre en mesure de le faire ne peut conduire, à terme, qu'à la remise en cause de ce périmètre protégé. Plusieurs outils ont déjà été mis à la disposition des avocats, notamment pour leur permettre d'être présents dans les MARD. La mission propose de renforcer ce dispositif, notamment en dotant l'acte d'avocat de la force exécutoire, dans un certain nombre de cas.

Il faut aussi convaincre les avocats de la nécessité des regroupements. L'exercice individuel peut apparaître comme plus accessible et plus simple. Il est en réalité plus contraignant, moins efficace et moins productif. C'est ce que confirme l'exploitation systématique des données produites par les cabinets, là où elle a commencé.

Pour les structures des cabinets d'avocats, petites entreprises, qu'il faut gérer comme telles, les dispositions prises en faveur des entreprises ne concernent que très rarement cette catégorie d'entreprises libérales alors qu'elles peuvent être, elles aussi, créatrices d'emplois et de valeur.

En revanche, la proposition de permettre l'exercice de la profession d'avocat en entreprise ne figure pas parmi les préconisations de la mission, alors qu'elle aurait pu en faire partie au titre, non point de l'extension du périmètre de la profession d'avocat (ce qui aurait correspondu à la stratégie de la grande profession), mais au nom d'une refonte de la politique de l'offre que la mission appelle de ses vœux.

En effet, dans les pays où les avocats sont également présents dans les entreprises, celles-ci identifient plus facilement les avocats comme les prestataires extérieurs les mieux qualifiés pour leur fournir les services juridiques dont elles peuvent avoir besoin. Extérieurs aux entreprises, les avocats français rencontrent des difficultés pour faire reconnaître, par ces mêmes entreprises, le rôle qu'ils peuvent jouer dans celui du conseil, ce qui les prive de l'accès à de nouveaux marchés.

Les avocats sont aussi privés de la possibilité de parcours professionnels plus variés. Les allers et retours entre une activité libérale et une activité en entreprise sont en effet très difficiles. Paradoxalement, les écoles d'avocats, que ces derniers financent, assurent la formation d'un nombre non négligeable de juristes d'entreprises.

Il reste que comme la commission a pu le constater au cours de ses auditions, le sujet continue de diviser les avocats et de susciter une très vive opposition.

Les objections sont relatives à l'indépendance, au secret professionnel et au risque de concurrence dans le domaine judiciaire. Il n'existe aucune chance de voir cette position évoluer si ces préventions et ces craintes ne sont pas prises au sérieux, et s'il n'y est pas répondu de manière complète. A condition de ne pas rechercher un alignement absolu des deux statuts, il n'est probablement pas totalement impossible de répondre aux objections élevées par de nombreux opposants et de proposer des solutions, qui pourraient exploiter les différences reconnues. S'y appliquer permettrait peut-être de sortir de la situation de blocage actuel, dans laquelle les discussions ne dépassent que rarement l'énoncé de positions de principes, qui se nourrissent des qualités ou des défauts prêtés à l'avocat en entreprise, avant toute définition claire de son statut. C'est ce que suggère la commission, tout en considérant qu'aucune solution ne pourra être imposée si elle ne recueille pas l'adhésion d'une part suffisamment importante des avocats.

La mission aurait souhaité formuler des propositions en ce qui concerne l'instauration d'un taux réduit de TVA. La prise d'une telle mesure est malheureusement rendue impossible en l'état des dispositions de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée. Cette directive est actuellement en cours de révision et elle devrait être assouplie. Les pouvoirs publics ne souhaitent pas précéder ce mouvement, et prendre le risque de se placer en infraction au regard du droit de l'Union européenne. Il faudra revenir sur ce sujet lorsque l'obstacle juridique aura disparu.

L'effet négatif des crises des derniers mois sur les relations entre les magistrats et les avocats a déjà été évoqué. Favoriser le rétablissement de relations apaisées est l'objectif des propositions regroupées autour du troisième et dernier axe.

A cet égard la question du secret professionnel des avocats est un sujet très sensible, source de nombreuses crispations. La mission a jugé indispensable de proposer un renforcement du secret professionnel. La loi (article 66-5 de la loi du 31 décembre 1971) protège le droit des clients de l'avocat au secret professionnel. Si ce secret ne bénéficie pas en France d'une protection constitutionnelle, il est en revanche garanti par la Convention européenne des droits de l'homme. La CEDH en fait un des droits protégés par les articles 6 et 8 de la convention. Les dispositions existant dans le code de procédure pénale, qui ne concernent que les perquisitions et les écoutes, sont manifestement insuffisantes pour assurer, dans tous les cas, le respect du droit du client à la confidentialité de ses échanges avec son avocat.

MESURES PERMETTANT D'AMÉLIORER LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES AVOCATS

Revaloriser le barème de l'aide juridictionnelle et inciter les ordres à améliorer la qualité des services rendus au justiciable (Recommandation 1)

Faciliter le recouvrement des honoraires des avocats en permettant au bâtonnier d'assortir ses décisions de l'exécution provisoire (Recommandation 2)

Améliorer le dispositif de l'article 700 en mettant en mesure le juge d'accorder des indemnités correspondant aux dépenses engagées (Recommandation 3)

Mieux protéger les collaborateurs contre la perte de collaboration (Recommandation 4)

Favoriser l'égalité hommes/femmes (Recommandation 5)

MESURES PERMETTANT AUX AVOCATS DE FAIRE ÉVOLUER LEUR OFFRE

Réformer la formation initiale (Recommandation 7)

Attribuer la force exécutoire à l'acte d'avocat pour favoriser l'intervention des avocats dans les MARD (Recommandation 8)

Adopter une définition de la consultation juridique prenant en compte les évolutions à venir de l'intelligence artificielle (Recommandation 9)

Favoriser le développement des MARD en les intégrant au barème de l'AJ (Recommandation 1)

Favoriser l'exercice en commun par des mesures de modernisation des structures professionnelles (Recommandation 10)

Autoriser un accès limité aux capitaux extérieurs (Recommandation 10)

MESURES DESTINEES A AMELIORER LES RELATIONS ENTRE LES MAGISTRATS ET LES AVOCATS

Associer les avocats à la vie des juridictions (Recommandation 11)

Faciliter les parcours professionnels (Recommandation 12)

Protéger le secret professionnel (Recommandation 13)

LES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

Recommandation ①

AIDE JURIDICTIONNELLE - FINANCEMENT ET REVALORISATION DES RETRIBUTIONS

Recommandation ②

LE RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DES ORDONNANCES DE TAXATION DES HONORAIRES DES BATONNIERS

Recommandation ③

LA REFORME DE L'ARTICLE 700 DU CODE DE PROCEDURE CIVILE

Recommandation ④

LA PROTECTION DES COLLABORATEURS DES CABINETS D'AVOCATS

Recommandation ⑤

L'EGALITE HOMME/FEMME AU SEIN DE LA PROFESSION D'AVOCAT

Recommandation ⑥

LA REFORME DE LA PROCEDURE D'APPEL

Recommandation ⑦

LA FORMATION DES AVOCATS

Recommandation ⑧

LE RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DES MODES AMIABLES DE REGLEMENT DES DIFFERENDS
L'ACTE CONTRESIGNE PAR AVOCAT EXECUTOIRE

Recommandation ⑨

LA DEFINITION DE LA CONSULTATION JURIDIQUE

Recommandation ⑩

LE FINANCEMENT DES CABINETS D'AVOCATS ET L'EVOLUTION DES STRUCTURES D'EXERCICE

Recommandation ⑪

L'ASSOCIATION DES AVOCATS A LA VIE DES JURIDICTIONS

Recommandation ⑫

L'ACCES DES AVOCATS A LA MAGISTRATURE JUDICIAIRE

Recommandation ⑬

LE SECRET PROFESSIONNEL DE L'AVOCAT

Recommandation 1

AIDE JURIDICTIONNELLE - FINANCEMENT ET REVALORISATION DES RETRIBUTIONS

I. ETAT DU DROIT

Le budget annuel de l'aide juridictionnelle anticipé par la loi de finances initiale pour 2020 est de 506,5 millions d'euros.

D'après les chiffres publiés par la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ), en 2018 pour l'année 2016, le budget public exécuté pour l'aide judiciaire en France est de 5,06 € par habitant, en dessous de la moyenne européenne de 6,5 € par habitant. L'Italie est le seul pays de l'Europe occidentale à faire moins bien (3,85 €).

La contribution versée aux avocats est d'autant plus faible que la France se situe en revanche en tête du nombre (824 934) des affaires prises en charge dans le cadre de l'aide juridictionnelle.

La rétribution des avocats repose sur la combinaison d'une unité de valeur fixée à 32€ par l'article 27 de la loi n° 91-647 relative à l'aide juridique et d'un barème fixant des coefficients différenciés par type de procédure.

Il est en général admis qu'une unité de valeur (UV) correspond à ½ heure de temps de travail.

Le barème figure à l'article 90 du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991.

Depuis de nombreuses années, la faiblesse des moyens consacrés à l'aide judiciaire a été l'occasion de conflits fréquents entre l'Etat et la profession d'avocat. De nombreux rapports ont également été consacrés à ce problème, dont le dernier au mois de juillet 2019.

Les propositions de réforme ou d'amélioration du système se sont toutes heurtées à la question budgétaire.

Les préconisations de la mission reposent donc sur le postulat que l'Etat est aujourd'hui prêt à réaliser un effort budgétaire significatif, qui ne saurait être inférieur à 100 M €. La réalisation de cet effort constitue en effet un préalable nécessaire à la mise en œuvre des mesures proposées.

La revalorisation de l'unité de valeur pourrait aussi être financée par la réintroduction d'un timbre fiscal, fixé à 50 euros, pour les contentieux commerciaux, civils, administratifs et familiaux d'un montant supérieur à 5000 euros.

Le rapport du CEPEJ rappelle en effet que « Le paiement des frais de justice est une caractéristique clé du système judiciaire en Europe : le contribuable n'est pas le seul à financer le système, car l'utilisateur du tribunal est également invité à contribuer. Seuls la **France**, le **Luxembourg** et désormais l'**Espagne** prévoient l'accès au tribunal sans frais. Les revenus générés par les frais de justice varient de moins de 1 % à plus de 50 % du budget des tribunaux et même, dans certains Etats, représentent plus de la moitié du budget du système judiciaire. »

Les bénéficiaires de l'aide juridictionnelle devront être dispensés du paiement de ce timbre. Le rendement attendu peut être estimé à **55 M€**.

Enfin, la mission suggère qu'il pourrait être mis fin au plafonnement à 45 M € du reversement de la taxe sur les contrats d'assurance juridique. Ce plafonnement conduit en effet aujourd'hui à détourner une partie de cette ressource du budget de l'AJ.

Plusieurs difficultés peuvent être constatées, à l'examen du barème :

- **Le barème présente plusieurs incohérences.** Dans un rapport publié en juin 2019, le Conseil national de l'aide juridique (CNAJ) souligne notamment qu'« *en matière civile, le barème actuel présente des incohérences qui fragilisent la justification juridique du montant des rétributions* ». Les travaux de la commission ont notamment mis en lumière le fait que la rétribution prévue pour les procédures d'assistance éducative apparaissait insuffisante. En matière pénale, le CNAJ constate que « *la différence de rétribution entre l'avocat des personnes mises en cause et celui des victimes apparaît aujourd'hui peu justifiable, en particulier devant la cour d'assises pour la phase de jugement, compte tenu de l'évolution progressive de la législation et de l'importance prise par la victime dans le procès pénal.* » Il ajoute que l'absence de majoration pour demi-journée d'audience supplémentaire devant le tribunal correctionnel destinée à l'avocat de la partie civile, à la différence de ce qui existe pour l'avocat du prévenu, doit être corrigée.
- **La rétribution des modes alternatifs de règlement des litiges est peu incitative.** Les mesures de médiation ordonnées par le juge sont rétribuées 4 UV (128 euros HT), et les demandes d'homologation d'un accord intervenu à l'issue d'une médiation conventionnelle sont rétribuées 8 UV (256 euros HT). Il n'existe par ailleurs aucune rétribution destinée à l'avocat qui intervient au titre de la procédure participative de mise en état, comme le souligne le CNAJ dans son rapport précité. Cette situation est d'autant plus dommageable que la loi 2019-222 du 23 mars 2019 s'est donnée pour ambition de développer la culture du règlement alternatif des différends. Le décret 2019-1333 du 11 décembre 2019 réformant la procédure civile a imposé un préalable de conciliation obligatoire pour certains types de litige et prévu, devant le tribunal judiciaire, dans la procédure écrite, la possibilité de signer une convention de procédure participative aux fins de mise en état.
- **Les frais de déplacement des avocats ne sont pas pris en compte.** Seuls les avocats de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie peuvent aujourd'hui bénéficier d'une prise en charge de leurs frais de déplacement. Au regard du niveau de rétribution des missions des avocats au titre de l'aide juridictionnelle, les frais de déplacement mériteraient pourtant d'être pris en compte, en particulier pour certains départements ruraux, ou certains départements d'outre-mer comme la Guyane.

La loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 comporte des dispositions (article 29) qui permettraient aux barreaux de répartir différemment les modalités de répartition des fonds versés au titre de l'aide juridictionnelle.

En pratique, c'est uniquement le paiement à l'acte qui est pratiqué.

Ce paiement à l'acte paraît effectivement difficilement substituable, notamment dans les petits ou moyens barreaux, ou dans les territoires où les bénéficiaires de l'aide juridique représentent une forte proportion de la population.

En revanche, notamment dans les grands barreaux, on pourrait concevoir d'autres modes de rétribution.

L'idée de recourir à des « structures dédiées », salariant des avocats, se heurte néanmoins à une forte opposition et les expériences menées ont été abandonnées.

Lors des auditions, il est cependant apparu que les actions de défense collectives réalisées pendant le conflit sur les retraites avaient conduit à une amélioration de la qualité de la défense (même si ce n'était pas le seul but recherché).

L'article 91 du décret 91-1266 du 19 décembre 1991 prévoit qu'une dotation complémentaire peut être allouée aux barreaux qui signent avec le tribunal une convention ayant pour objet d'assurer la qualité de la défense des bénéficiaires de l'aide juridique. Ces protocoles ne peuvent toutefois pas intervenir dans toutes les matières.

Une partie des ressources nouvelles pourrait être utilisée pour renforcer la logique des protocoles et pousser les barreaux à la création de « cliniques du droit ». Ces cliniques (à ne pas confondre avec celles destinées à la formation des étudiants en droit), pourraient mettre à la disposition des avocats intervenant dans le cadre de l'aide juridique des moyens de toutes sortes, leur permettant de réaliser leur mission dans de meilleures conditions.

Ces cliniques du droit pourraient contribuer par ailleurs au développement des mesures alternatives au règlement des différends.

Les barreaux conserveraient leur liberté d'organiser ces « cliniques du droit », sans qu'il y ait lieu de se référer à un modèle unique, qui ne tiendrait pas compte des réalités du terrain.

II. RECOMMANDATIONS

Revalorisation de l'unité de valeur

Fixée aujourd'hui à 32€, elle pourrait être fixée à 40 euros (+ 96 millions si +8 UV)

Rééquilibrage du barème de l'article 90 du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991

- Revalorisation de l'assistance éducative (16UV aujourd'hui / + 2M€ si 18UV demain)
- Rééquilibrage des rétributions prévues pour l'avocat de la victime par rapport à l'avocat du prévenu (+11M€)

Revalorisation des rétributions concernant les modes alternatifs de règlements

- Revalorisation des mesures de médiation ordonnées par le juge (4UV aujourd'hui / + 500 000 euros si 8UV)
- Création d'une rétribution pour la procédure participative de mise en état (pas de chiffrage)

Prise en compte des frais de déplacements des avocats

Ces frais de déplacements pourraient être pris en compte par le biais d'une participation forfaitaire de l'Etat, variable selon le type de département, avec des critères établis en commun avec le Conseil national des barreaux. Cette participation forfaitaire pourrait être versée dans le cadre des conventions locales relatives à l'aide juridique.

Introduction d'une contribution pour l'aide juridique à hauteur de 50 euros

Reversement intégral du produit de la taxe sur les contrats de protection juridique

Développer la logique des protocoles pour favoriser la création de cliniques du droit par les barreaux

Recommandation 2

LE RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DES ORDONNANCES DE TAXATION DES HONORAIRES DES BATONNIERS

I. ETAT DU DROIT

La procédure de contestation en matière d'honoraires et débours, prévue aux articles 174 et suivants du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat, se déroule actuellement de la manière suivante :

- les réclamations (qu'elles émanent de l'avocat ou du client) sont soumises au bâtonnier ;
- le bâtonnier dispose de quatre mois pour statuer, délai qui peut être prorogé d'un mois sur décision motivée ;
- si le délai imparti au bâtonnier pour statuer n'est pas respecté, le demandeur peut saisir directement le premier président de la cour d'appel dans le délai d'un mois ;
- la décision du bâtonnier est susceptible d'un recours devant le premier président qui doit être exercé dans le mois ;
- en l'absence de recours, la décision du bâtonnier peut être rendue exécutoire par ordonnance du président du Tribunal judiciaire.

II. ENJEUX DU RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DES ORDONNANCES DE TAXATION DES HONORAIRES RENDUES PAR LE BATONNIER

Les statistiques obtenues du pôle d'évaluation de la justice civile permettent de constater que les délais des procédures dans leur phase judiciaire (c'est-à-dire devant le premier président) sont assez longs.

Ainsi, en 2015, 2007 décisions ont été rendues au niveau national. Par ailleurs, la durée moyenne de procédure a été de 14,7 mois, étant précisé que la durée moyenne des procédures devant la Cour d'appel de Paris est supérieure du double à la moyenne nationale : ainsi pour 683 décisions rendues en 2015, la durée moyenne des procédures devant cette cour était de 28,4 mois.

Ces délais obèrent les trésoreries des cabinets. Par conséquent, l'exécution provisoire des décisions des bâtonniers apparaît comme nécessaire.

Le décret du 11 décembre 2019 a d'ailleurs instauré le principe de l'exécution provisoire de droit des décisions de première instance.

Ainsi, le bâtonnier aurait la faculté d'ordonner l'exécution provisoire de sa décision, permettant ainsi au créancier de la mettre immédiatement à exécution à ses risques et périls, malgré l'effet suspensif attaché au recours.

Cette faculté d'ordonner l'exécution provisoire de sa décision qui serait accordée au bâtonnier serait contrebalancée par la possibilité de demander au premier président l'arrêt de l'exécution provisoire lorsque seront démontrés l'existence d'un moyen sérieux d'annulation ou de réformation de la décision et le risque de conséquences manifestement excessives résultant de l'exécution provisoire.

Dans tous les cas, l'avocat concerné devra continuer de solliciter l'apposition de la formule exécutoire auprès du président du Tribunal judiciaire.

III. RECOMMANDATION

Permettre au bâtonnier d'ordonner l'exécution provisoire de ses ordonnances de taxation.

Recommandation 3

LA REFORME DE L'ARTICLE 700 DU CODE DE PROCEDURE CIVILE

I. ETAT DU DROIT

Les dépens sont limitativement énumérés par l'article 695 du code de procédure civile (CPC). Les frais non compris dans les dépens, également appelés frais irrépétibles, sont essentiellement constitués des honoraires d'avocat. Ils ne constituent pas un préjudice réparable et ne peuvent être remboursés à une partie que sur le fondement de l'article 700 de ce code.

Le champ d'application de cet article concerne toutes les juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière civile, commerciale, sociale, rurale ou prud'homale sous réserve de dispositions spéciales (article 749 du CPC).

Il prévoit que la partie condamnée aux frais irrépétibles est en principe la partie « tenue aux dépens ou la partie qui perd son procès. » Le juge peut cependant, même d'office, pour des raisons tirées de l'équité ou de la situation économique des parties, dire qu'il n'y a pas lieu à condamnation sur ce fondement.

A la différence des dépens, le juge n'est pas obligé de statuer sur les frais irrépétibles, il doit donc être saisi d'une demande sur ce fondement mais il dispose d'un pouvoir discrétionnaire qui n'est donc pas contrôlé par la Cour de cassation sauf s'il porte atteinte aux droits de la défense en adoptant des motifs non débattus ou hypothétiques.

II. ENJEUX DE LA REFORME

Lorsque le juge se fonde sur l'équité pour statuer sur la demande formée sur le fondement de l'article 700, il doit nécessairement motiver sa décision sur ce point.

Mais cette motivation n'est pas simple dès lors qu'il n'existe pas d'obligation pour les parties de produire les pièces justificatives de leur demande. Le juge ne dispose donc d'aucun élément pour arbitrer le montant de l'indemnité allouée sur le fondement de l'article 700.

En outre, de nombreux avocats ne souhaitent pas communiquer le montant des honoraires qu'ils facturent.

Il est dès lors rare que les décisions rendues sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile couvrent l'ensemble des frais exposés par la partie gagnante au titre de ses frais d'avocat. Elle est dès lors pénalisée alors même que le juge a fait droit à ses demandes.

Ce mécanisme peut être amélioré en adoptant une nouvelle rédaction de l'article 700 et en prévoyant que l'indemnité prévue par ce texte est fixée au vu de pièces justificatives.

Le secret professionnel n'est pas un obstacle à la production des factures d'intervention. La commission Règles et usages du Conseil National des Barreaux a confirmé, dans un avis n° 2011/030 du 12 juillet 2011, que les règles et principes de procédure justifient que les factures d'honoraires soient produites à l'appui d'une demande formée au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile. Une telle production, faite dans l'intérêt du client et avec son accord, ne contrevient en aucune façon au respect du secret professionnel.

III. RECOMMANDATIONS

Motiver l'allocation de sommes au titre des frais irrépétibles sur le fondement des pièces produites par les avocats pour justifier des demandes présentées à ce titre.

Pour éviter les demandes abusives à ce titre, permettre au juge de moduler les sommes dues en fonction du montant des sommes litigieuses.

Rédiger en conséquence comme suit l'article 700 du code de procédure civile :

Le juge condamne la partie tenue aux dépens ou qui perd son procès à payer :

*1° A l'autre partie la somme qu'elle ~~détermine~~ **a exposée au titre de sa défense**, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens, **sur présentation des factures**;*

2° Et, le cas échéant, à l'avocat du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle ou totale une somme au titre des honoraires et frais, non compris dans les dépens, que le bénéficiaire de l'aide aurait exposés s'il n'avait pas eu cette aide. Dans ce cas, il est procédé comme il est dit aux alinéas 3 et 4 de l'article 37 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991.

*~~Dans tous les cas, le juge de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à ces condamnations~~ **apprécie le montant des sommes demandées au regard de l'intérêt du litige**. Néanmoins, s'il alloue une somme au titre du 2° du présent article, celle-ci ne peut être inférieure à la part contributive de l'État.*

La commission s'est saisie des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile, et donc des dispositions applicables aux juridictions judiciaires. Toutefois, cette réflexion est susceptible d'être poursuivie à l'égard de l'article L. 761-1 du code de justice administrative applicable devant les juridictions administratives.

Recommandation 4

LA PROTECTION DES COLLABORATEURS DES CABINETS D'AVOCATS

I. ETAT DU DROIT ET ENJEUX DE LA PROTECTION DES COLLABORATEURS DES CABINETS D'AVOCAT

Les collaborateurs libéraux inscrits aux barreaux ne sont, du fait de leur statut de travailleur indépendant, pas bénéficiaires d'allocations chômage publiques, en cas de rupture du contrat de collaboration à l'initiative du cabinet.

Si la clientèle personnelle du collaborateur est insuffisamment développée, celui-ci est donc privé de revenus, pendant toute la période qui court entre la fin de son préavis et le moment où il trouve une nouvelle collaboration.

Les représentants des jeunes avocats auditionnés ont souligné la nécessité de la mise en place d'un dispositif généralisé de prise en charge des risques liés à la perte de collaboration sur l'ensemble du territoire national.

Certains barreaux ont en effet d'ores et déjà organisé localement la mise en place d'une assurance perte de collaboration afin de renforcer la protection des avocats collaborateurs.

Aujourd'hui, deux cas de figure se présentent.

Un collaborateur peut décider de souscrire, à titre personnel, une assurance, qui lui permettra de percevoir un revenu de substitution, pendant une période fixée par le contrat d'assurance. Le coût de la prime est supporté par le collaborateur.

Le barreau peut avoir souscrit une police collective, qui couvre l'intégralité des avocats exerçant sous le statut de la collaboration. Le coût de la police est mutualisé, et elle est supportée par l'ensemble des membres du barreau. Dans un arrêt du 17 juin 2015 (Civ. 1^{ère} 14-17.536), la Cour de cassation a jugé qu'un conseil de l'ordre peut, sans excéder ses pouvoirs « décider de souscrire une assurance collective « perte de collaboration », financée par l'ordre au titre des œuvres sociales, s'agissant d'une mesure de solidarité qui ne porte pas atteinte au principe d'égalité, dès lors qu'elle est justifiée par les conditions particulières d'exercice de la profession d'avocat qu'impose le statut de collaborateur et qu'elle n'est pas disproportionnée au regard des objectifs poursuivis ».

Les renseignements recueillis par la mission (auprès de la SCB, société de courtage des barreaux) montrent que le contrat individuel est difficilement viable. Il est en effet marqué par une forte antisélection, parce que seuls les collaborateurs qui craignent pour la poursuite de leur collaboration décident de le souscrire. Des mesures comme l'allongement des délais de carence ou l'augmentation des tarifs ont apporté une amélioration relative du rapport sinistre/prime (il avait atteint 600%). Néanmoins ce rapport reste très déséquilibré au détriment de l'assureur (376% au bout de huit ans) ; ce qui fait craindre pour la pérennité de la garantie.

En revanche, la police collective souscrite par le barreau de Rouen (c'est le barreau concerné par l'arrêt mentionné ci-dessus) est à l'équilibre depuis sa souscription, en 2015, alors que les primes appelées sont plus faibles.

Quand on tient compte de tous les paramètres, il existe un rapport de 1 à 10 entre un contrat collectif et un contrat individuel.

Malheureusement, il apparaît que les barreaux qui ont opté pour la souscription collective sont extrêmement rares.

Par conséquent, dans leur immense majorité, les avocats collaborateurs demeurent placés en situation de fragilité lors de la rupture de leur contrat de collaboration.

Il est devenu encore plus nécessaire, depuis la crise de la covid-19, de mettre en place un dispositif de protection. En effet, de multiples auditionnés ont souligné le risque d'une intensification des ruptures des contrats de collaboration fin 2020. La seule solution viable est celle de la police de groupe, souscrite par le barreau. A charge pour chaque barreau de déterminer les critères pertinents de répartition du coût de la prime entre les avocats, par exemple, en tenant compte du nombre de collaborateurs employés par les cabinets, ou en imaginant des dispositifs de bonus/malus.

II. RECOMMANDATIONS

Inscrire dans le décret du 27 novembre 1991 une disposition rendant obligatoire la souscription par les barreaux d'une assurance perte de collaboration. Le coût de cette assurance serait intégré à la cotisation ordinale fixée par les ordres.

Recommandation 5

L'ÉGALITE HOMME/FEMME AU SEIN DE LA PROFESSION D'AVOCAT

I. ETAT DES LIEUX

Une enquête a été menée par le défenseur des droits en mai 2018 portant sur les conditions de travail et les expériences des discriminations dans la profession d'avocat.e en France.

Les résultats de celle-ci font état de ce que 36,9 % des associés sont des femmes.

Par ailleurs, la proportion de femmes inscrites au barreau au 1^{er} janvier 2019 atteint 56,4 % en France.

En outre, une surreprésentation est constatée dans certains domaines d'activité. Les femmes exerçant majoritairement dans le secteur du droit de la famille (66,6% contre 33,4% pour les hommes), droit du travail et de la protection sociale (57,4% contre 42,6 des hommes). En revanche, les hommes restent très majoritaires dans le droit des affaires (57,9% d'hommes contre 42,1 % des femmes).

II. ENJEUX DU RENFORCEMENT DE L'ÉGALITE AU SEIN DE LA PROFESSION

La profession a fait l'objet d'une forte féminisation au cours des dix dernières années.

La préservation de l'égalité homme/femme au sein de la profession constitue un gage d'attractivité de celle-ci.

Or, une disparité de revenus est constatée entre les hommes et les femmes. 77,1 % des avocats se situant dans la tranche de revenus annuels la plus élevée de l'enquête réalisée par le défenseur des droits sont des hommes. Ainsi qu'il a été mentionné *supra*, les femmes exercent majoritairement dans des domaines du droit peu rémunérateurs. Elles accèdent moins souvent que les hommes au statut d'associée. Par ailleurs, les revenus issus du salariat divergent eux aussi entre les hommes et les femmes.

Revenu moyen des avocats salariés (source : rapport d'activité 2017 – CNBF)

Année	Paris				Province			
	Femmes		Hommes		Femmes		Hommes	
	Effectif	€	Effectif	€	Effectif	€	Effectif	€
2008	240	76 883	196	118 193	1 318	68 521	1 052	108 885
2009	243	75 597	198	115 855	1 397	68 401	1 049	102 332
2010	226	76 481	197	119 315	1 433	68 590	1 039	101 350
2011	233	77 146	200	131 958	1 396	70 464	922	101 645
2012	247	79 657	217	118 674	1 501	69 293	1 052	93 887
2013	248	75 620	210	108 288	1 550	66 691	990	97 754
2014	240	79 168	195	121 068	1 427	71 468	869	101 160
2015	216	79 109	170	117 334	1 442	71 405	891	107 566
2016	248	74 224	204	108 959	1 587	69 406	1 011	101 686

Revenu médian des avocats salariés (source : rapport d'activité 2017 – CNBF)

Année	Paris				Province			
	Femmes		Hommes		Femmes		Hommes	
	Effectif	€	Effectif	€	Effectif	€	Effectif	€
2008	240	62 049	196	91 260	1 318	53 580	1 052	78 387
2009	243	63 505	198	86 439	1 397	53 814	1 049	78 000
2010	226	65 900	197	91 476	1 433	54 504	1 039	80 184
2011	233	64 869	200	91 476	1 396	55 120	922	77 870
2012	247	65 555	217	88 872	1 501	54 466	1 052	73 084
2013	248	60 956	210	86 701	1 550	52 250	990	73 493
2014	240	63 131	195	91 476	1 427	53 585	869	75 188
2015	216	61 339	170	91 476	1 442	54 913	891	78 737
2016	248	62 465	204	80 962	1 587	54 359	1 011	74 904

En outre, il a pu être constaté que les femmes avocates sont plus nombreuses à quitter la profession que les hommes, ainsi qu'a pu le souligner Me Kami Haeri dans son rapport relatif à l'avenir de la profession d'avocat.

Le pouvoir réglementaire est déjà intervenu pour prendre les mesures qui relevaient de sa compétence. C'est ainsi que la parité est aujourd'hui assurée au sein des instances représentatives en application du décret n° 2016-1817 du 22 décembre 2016 relatif aux élections aux conseils de l'ordre des avocats et au Conseil national des barreaux.

La mission estime donc qu'il appartient désormais aux instances de la profession, locales et nationales, de veiller au respect de cette égalité et de prendre les mesures qui relèvent de leur compétence pour la favoriser.

Le principe d'égalité fait désormais partie des principes essentiels de la profession et il a été inscrit à l'article 1.3 du règlement intérieur national (RIN) de la profession d'avocat par une décision du 13/6/2019, ce qui confirme l'attention apportée à cette question. A ce titre, les ordres doivent demeurer des interlocuteurs privilégiés, attentifs à cette préoccupation et porteurs d'une politique volontariste d'égalité.

A l'instar de ce qui a pu être mis en place dans les entreprises, il pourrait être envisagé de mettre en place un suivi systématique des efforts réalisés au sein des cabinets pour assurer l'égalité homme-femme.

Des instruments d'observation pourraient être mis en place par les instances locales, pour permettre la tenue de statistiques nationales.

Des dispositions pourraient être intégrées dans les règlements intérieurs des barreaux, pour formaliser les actions menées par chaque barreau pour favoriser l'égalité homme-femme. Il pourrait également être prévu une délibération annuelle des conseils de l'ordre, au vu des statistiques collectées

III. RECOMMANDATIONS

Mettre en place dans les barreaux des outils d'observation des pratiques des cabinets, permettant la tenue de statistiques nationales et un suivi des progrès dans la réalisation de l'égalité homme-femme.

Inciter les barreaux à prendre localement des initiatives pour favoriser l'égalité homme-femme et à introduire dans leurs règlements intérieurs des dispositions garantissant la poursuite des actions dans la durée.

Recommandation 6

LA REFORME DE LA PROCEDURE D'APPEL

I. ETAT DU DROIT

Depuis la réforme de l'appel par les décrets dits « Magendie » des 9 décembre 2009 et 3 mai 2012, la procédure d'appel est enserrée dans des délais stricts qui doivent être respectés par les parties à peine de caducité de la déclaration d'appel.

L'article 902 du code de procédure civile prévoit ainsi qu'en cas de retour au greffe de la lettre de notification de la déclaration d'appel, l'appelant doit, dans un délai d'un mois, signifier la déclaration d'appel à l'intimé à peine de caducité de l'appel relevée d'office.

L'article 908 dispose qu'à peine de la même sanction relevée d'office, l'appelant dispose d'un délai de trois mois à compter de la déclaration d'appel pour remettre ses conclusions au greffe.

L'article 909 impose à l'intimé de conclure dans un délai de trois mois à compter de la notification des conclusions de l'appelant pour remettre ses conclusions au greffe et former, le cas échéant, appel incident ou appel provoqué. Le non-respect de ce délai est sanctionné par l'irrecevabilité de ses conclusions.

De la même manière et sous la même sanction, selon l'article 910, l'intimé à un appel incident ou à un appel provoqué dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification des conclusions de l'appelant pour remettre ses conclusions au greffe. L'intervenant forcé et l'intervenant volontaire à l'instance d'appel disposent du même délai pour conclure à peine d'irrecevabilité de leurs conclusions.

Ces dispositions avaient pour objectif d'accélérer la procédure d'appel. Or, la durée moyenne de cette procédure a augmenté de deux mois entre 2009 et 2018. Si dix cours d'appel sur trente-six ont enregistré une diminution de la durée de ces procédures, les vingt-six autres ont connu une augmentation de cette durée.

II. ENJEUX DE LA REFORME DE LA PROCEDURE D'APPEL

Les délais imposés aux parties par les dispositions précitées sont stricts et strictement sanctionnés par les cours d'appel.

La responsabilité des avocats qui n'auraient pas accompli les actes de la procédure dans les délais prévus est de plus en plus souvent engagée, alors pourtant que les cours d'appel ne parviennent pas à juger les affaires lorsqu'elles sont prêtes à être jugées.

Cette situation n'est pas satisfaisante.

Il pourrait être envisagé de revenir sur le caractère automatique des sanctions attachées au respect des délais prévus par les articles 901 et suivants du code de procédure civile. Cependant, procéder à une réforme de la procédure civile n'entre pas dans le champ de la mission et supposerait des travaux beaucoup plus complets et importants.

Il est établi que la réforme de la procédure civile n'a pas permis d'accélérer l'évacuation des affaires, et a seulement conduit à une augmentation du stock des affaires en attente d'être jugées, une fois accomplies les formalités enserrées dans des délais impératifs. Il est donc possible, pour donner un peu plus de souplesse, de rallonger ces délais, sans engendrer d'effets négatifs.

III. RECOMMANDATION

Allonger les délais sanctionnés à peine de caducité et d'irrecevabilité en appel, dans l'attente d'une réforme de plus grande ampleur de la procédure d'appel

Recommandation 7

LA FORMATION DES AVOCATS

I. ETAT DES LIEUX

Le nombre de lauréats à l'examen d'entrée aux CRFPA est en moyenne de 3.000 par an. La réforme de 2016 issue du décret du 17 octobre 2016 a permis d'instituer des sujets nationaux ainsi qu'une grille de correction unique. L'examen d'accès aux CRFPA s'inscrit ainsi dans un mouvement d'harmonisation de l'accès à la profession sur l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, malgré de notables évolutions depuis quelques années, le contenu de la formation au sein des CRFPA est encore perçu comme inadapté aux besoins des futurs professionnels.

Nos recommandations s'inscrivent dans le cadre d'un échange avec le groupe de travail relatif à la formation des avocats présidé par Me Kami Haeri et Mme le professeur Sandrine Clavel. Si nous ne souhaitons en aucun cas préjuger de leurs conclusions, il est toutefois apparu nécessaire aux membres de la mission de se saisir parallèlement de ce sujet. En effet, nous ne pouvions réfléchir à l'avenir de la profession d'avocat sans nous saisir de la question et de l'accès à cette profession et du contenu de la formation dispensée au sein des CRFPA. Nous suivrons bien évidemment le dépôt de leurs conclusions avec attention.

II. ENJEUX DE LA FORMATION INITIALE DES AVOCATS

S'agissant de l'examen d'accès aux CRFPA, nous souscrivons à la nationalisation de cet examen à l'instar des autres examens d'accès aux professions juridiques et judiciaires.

Pour les étudiants qui sont en moyenne 10.000 à le présenter chaque année, l'examen d'accès aux CRFPA marque le passage de l'université vers une formation à la pratique professionnelle. Il est ainsi devenu un examen d'aptitude à la mise en œuvre des connaissances.

L'opportunité d'achever la réforme entamée en 2016 nous conduit à envisager la mise en place d'un système permettant, sur la base d'une répartition aléatoire des copies, la correction croisée des copies des impétrants entre les différents IEJ sous l'égide de la commission nationale chargée d'élaborer les sujets prévue à l'article 51-1 du décret du 27 novembre 1991. Cette proposition s'inscrit en effet dans une logique d'harmonisation des corrections au niveau national afin de garantir l'égalité entre les impétrants sur l'ensemble du territoire français.

Cette dissociation est sollicitée par la profession dont 67% a indiqué être favorable à un examen national (Etats généraux de la profession d'avocat en juin 2019).

S'agissant du contenu de la formation au sein des CRFPA, les auditions des différents syndicats représentatifs de la profession ont permis de constater que la dimension professionnelle de la formation initiale demeure trop peu importante. Or cette dimension peut être privilégiée sur un double registre : pratique et entrepreneurial.

- L'apprentissage de la pratique du droit peut se faire via le développement des cliniques du droit. Ainsi dénommées parce qu'elles permettent d'établir un parallèle entre la formation des médecins, qui sont initiés à la pratique clinique au sein des hôpitaux dès leur 4^e année d'études via l'externat, et celle des juristes dont la formation est essentiellement théorique, les cliniques juridiques ont été introduites assez récemment en France au sein même des facultés et écoles de droit. Elles sont censées permettre aux étudiants d'aiguiser leur esprit critique, à partir non plus seulement d'une connaissance livresque du droit, mais également de son exercice réel et concret. Afin que les étudiants en tirent le maximum de bénéfice, ces cliniques exigent donc une coopération étroite entre les universitaires (pour l'esprit critique) et les praticiens (pour leur aspect pratique). Elles pourraient utilement trouver leur prolongement au sein des CRFPA, le cas échéant en lien avec l'aide juridictionnelle. Celle-ci doit en effet dépasser le cadre strict de la demande exprimée sur un formulaire, un accueil des personnes s'avérant aujourd'hui indispensable, sous l'égide du barreau, afin de procurer au moins un service associé à l'aide juridictionnelle, en l'occurrence le conseil juridique préalable quand il s'avère nécessaire, y compris sur renvoi

du bureau d'aide juridictionnelle pour reprendre, compléter, voire orienter différemment les demandes d'aide juridictionnelle lorsque la situation le nécessite.

- La profession ayant en partie une vocation entrepreneuriale, il apparaît nécessaire d'accentuer encore la part prise par les modules de formation relatifs au management, à la gestion d'un cabinet mais également aux modalités de gestion comptable des différentes structures de cabinets. Ces modules ont vocation à permettre aux jeunes avocats d'être mieux armés lors de leur arrivée sur le marché du travail.

III. RECOMMANDATIONS

Créer la correction croisée des copies du CRFPA.

Développer les enseignements cliniques au sein des CRFPA.

Accentuer le caractère entrepreneurial de la formation au sein des CRFPA.

Recommandation 8

LE RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DES MODES AMIABLES DE REGLEMENT DES DIFFERENDS
L'ACTE CONTRESIGNE PAR AVOCAT EXECUTOIRE

I. ETAT DU DROIT

Les modes amiables de règlement des différends (MARD), définis par l'article 1528 du code de procédure civile, ont connu depuis 10 ans d'importantes réformes ayant pour objectif d'en améliorer l'efficacité et l'attractivité :

- le développement de la procédure participative, permettant aux parties assistées d'un avocat de s'accorder sur le déroulement de la procédure, mais aussi sur tout ou partie du litige les opposant,
- le renforcement de la médiation et de la conciliation, devenues les préalables obligatoires, par principe, à l'engagement de certaines instances judiciaires.

Les accords conclus par les parties à l'issue de ces procédures ont force obligatoire entre elles, à l'instar des transactions conclues hors de toute conciliation, médiation ou procédure participative conventionnelles.

Néanmoins elles ne constituent pas des titres exécutoires dont la liste, fixée à l'article L.111-3 du code des procédures civiles d'exécution, a fait l'objet de plusieurs élargissements soumis au contrôle du Conseil Constitutionnel, qui a défini les conditions dans lesquels des personnes morales de droit privé pouvaient être autorisées à délivrer des titres exécutoires (décision n° 99-146 DC du 23 juillet 1999).

Le recours au juge demeure dès lors nécessaire à leur pleine efficacité juridique : il est expressément prévu par les articles 1565 et suivants du code de procédure civile. Le juge est saisi sur requête et statue sans débat préalable.

Concomitamment a été introduit à l'article 1374 du code civil l'acte sous signature privée contresigné par les avocats de chacune des parties, doté d'une force probante de portée équivalente à celle des actes authentiques. Ces actes juridiques sont spécialement visés par les dispositions relatives à la procédure participative (1546-3 du code de procédure civile), mais leur champ d'application n'y est pas limité.

II. ENJEUX DU RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DES MESURES AMIABLES DE REGLEMENT DES DIFFERENDS

Le renforcement de l'efficacité des MARD est un objectif de la loi de programmation pour la justice du 23 mars 2019, présenté comme un vecteur d'apaisement des relations sociales, de simplification et d'accélération du règlement des litiges qui ne seraient pas systématiquement soumis au juge.

Néanmoins l'accord conclu entre les parties ne dispose pas, en lui-même, d'une pleine efficacité puisqu'il ne constitue pas un titre exécutoire. Cette situation impose aux parties une démarche supplémentaire pour pouvoir mettre en œuvre des mesures d'exécution forcée.

A ce titre l'acte contresigné par avocat permettrait aux justiciables, assistés chacun d'un conseil au cours de la mise en œuvre d'une MARD ou d'une transaction, de voir formaliser leur accord immédiatement sous la forme d'un titre exécutoire, sans démarche complémentaire.

III. RECOMMANDATION

Conférer la force exécutoire aux actes contresignés par avocats dans le cadre des modes amiables de règlement des différends, lorsqu'ils constatent l'accord réalisé entre les parties.

LA DEFINITION DE LA CONSULTATION JURIDIQUE

I. ETAT DU DROIT

L'article 54 de la loi du 31 décembre 1971 régit la consultation en matière juridique et la rédaction d'actes sous seing privé. Il fixe le cadre général d'exercice de ces activités. Dans un objectif de protection du justiciable, il en réserve cet exercice à des professionnels ayant reçu une formation adéquate.

Certaines professions ont, de droit, la qualité pour délivrer des consultations juridiques à titre principal, ce qui est le cas des membres des professions judiciaires et juridiques réglementées, et notamment des avocats. Les autres professions réglementées peuvent délivrer des consultations juridiques uniquement dans les limites autorisées par leur réglementation et dans les domaines relevant de leur activité principale (ex. : les experts comptables).

Pour d'autres personnes ou organismes, la délivrance de consultations juridiques est subordonnée à un agrément, permettant la pratique du droit à titre accessoire, accordé par arrêté du garde des sceaux qui fixe, le cas échéant, les conditions de qualification ou d'expérience juridique.

Le domaine des activités ainsi réservées aux professions concernées constitue le « *périmètre du droit* ».

L'article 66-2 de la loi de 1971 prévoit, par renvoi à l'article 72 de la même loi, que quiconque aura, en violation des dispositions relatives au périmètre du droit, donné des consultations ou rédigé pour autrui des actes sous seing privé en matière juridique, sera puni des mêmes peines que celles encourues pour l'usage, sans droit, d'un titre attaché à une profession réglementée par l'autorité publique ou d'un diplôme officiel ou d'une qualité dont les conditions d'attribution sont fixées par l'autorité publique, soit de 15 000 euros d'amende et d'un an d'emprisonnement.

La jurisprudence et la doctrine ont tracé les contours du périmètre du droit et notamment de la consultation juridique, en l'absence de définition légale.

Dans un arrêt du 15 novembre 2010, la Cour de cassation a précisé des éléments de définition de la consultation juridique en indiquant qu'une convention ayant pour objet de « *rechercher des coûts juridiquement infondés* » et de procéder à « *la vérification, au regard de la réglementation en vigueur, du bien-fondé des cotisations réclamées par les organismes sociaux au titre des accidents du travail* » constituait « *une prestation à caractère juridique, peu important le niveau de complexité des problèmes posés* ».

Par ailleurs, dans un arrêt du 25 janvier 2017, la Cour de cassation relève que la cour d'appel de Lyon avait à bon droit jugé que les prestations d'une société d'assurance recouvraient des prestations de conseil en matière juridique, dès lors qu'elles impliquaient « *de procéder à la qualification juridique de leur situation au regard du régime indemnitaire applicable et à la définition de chaque poste de préjudice susceptible d'indemnisation, en tenant compte des éventuelles créances des tiers payeurs et des recours que ceux-ci peuvent exercer en violation de l'article 54 de la loi du 31 décembre 1971* ».

Plus précisément encore, la Cour de cassation, dans un arrêt du 21 mars 2017 (Cass. Crim. 21 mars 2017, 16-82437), a estimé que la consultation juridique s'entendait d'une « *prestation intellectuelle syllogistique* » consistant à analyser une situation de fait particulière « *pour y appliquer ensuite la règle de droit abstraite correspondante.* »

II. ENJEUX DE LA DETERMINATION DU PERIMETRE DE LA CONSULTATION JURIDIQUE

La question de la définition de la consultation juridique va être profondément renouvelée par les progrès à venir de l'intelligence artificielle.

Il paraît vraisemblable que des ordinateurs seront en mesure, dans un futur proche, de traiter le langage naturel.

Ils pourraient donc devenir capables de fournir, en langage naturel, des réponses structurées équivalentes à l'application d'une règle de droit abstraite à une situation individuelle. Un dialogue entre l'homme et la machine aura préalablement permis de recueillir les caractéristiques de cette situation individuelle.

Il était indifférent que la définition de la consultation juridique fasse référence au fait qu'il s'agissait d'une « prestation intellectuelle » tant que les consultations juridiques ne pouvaient être données que par des êtres humains. Il ne s'agissait pas d'un critère distinctif, mais d'une pure constatation.

En revanche, à partir du moment où une réponse structurée équivalente à l'application d'une règle de droit abstraite à une situation individuelle pourrait être fournie par une machine, faire de l'existence d'une « prestation intellectuelle » un élément de la définition de la consultation juridique reviendrait à exclure, de manière systématique, du champ de la consultation juridique tout service automatisé. En effet, les machines ne pensent pas, elles calculent et elles exploitent des données. Elles ne réaliseront jamais de prestations intellectuelles.

Cette évolution serait donc de nature à priver d'une grande partie de ces effets le dispositif mis en place pour assurer la protection du public, le consommateur interrogeant une machine ne bénéficierait pas des garanties apportées par les articles 54 et suivants de la loi du 31 décembre 1971.

Pour éviter cette conséquence, il semble nécessaire, à l'instar de l'Allemagne, de définir la consultation juridique sous un angle téléologique.

D'après l'article 2, paragraphe 1, de la loi allemande sur les services juridiques ("Rechtsdienstleistungsgesetz" / "RDG"), toute activité relative à la conduite des affaires concrètes d'autrui nécessitant un examen juridique du cas individuel doit être qualifiée de prestation juridique.

Le besoin des consommateurs est donc déterminant et le service est défini par rapport à sa finalité.

Repartir ainsi du besoin du consommateur permettrait de disposer d'une définition qui ne dépendrait pas du niveau que pourrait atteindre l'intelligence artificielle.

Par conséquent, la mission propose au Gouvernement de définir la consultation juridique sous l'angle téléologique, c'est-à-dire celui de la finalité de la consultation pour le consommateur.

A ce titre, la définition exposée par le gouvernement français devant la Cour européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales dans le cadre de l'arrêt Michaud contre France du 6 décembre 2012 peut constituer un point de départ.

Le gouvernement s'était en effet prévalu de la définition adoptée par le Conseil national des barreaux dans une résolution adoptée le 18 juin 2011. La consultation juridique y est définie comme « *une prestation intellectuelle personnalisée tendant, sur une question posée, à la fourniture d'un avis ou d'un conseil sur l'application d'une règle de droit en vue, notamment, d'une éventuelle prise de décision* ».

Pour éviter l'écueil souligné plus haut, il convient de retenir cette définition, mais en retirant la référence au caractère intellectuel de la prestation. Retenir ce critère reviendrait aujourd'hui, à exclure toute prestation qui serait réalisée par une machine, pour ce seul motif.

Cette clarification fera peser sur les avocats (et les autres professions visées aux articles 54 et suivants de la loi du 31 décembre 1971) la responsabilité d'intégrer les possibilités de l'intelligence artificielle aux services qu'ils offrent au public.

Les avocats pourraient ainsi se saisir des moyens apportés par l'intelligence artificielle et en contrôler l'utilisation juridique. La déontologie propre à la profession permettant d'assurer une plus grande sécurité au consommateur de ces services.

III. RECOMMANDATIONS

Adoption par voie législative d'une définition téléologique de la consultation juridique.

La consultation juridique pourrait être définie comme « *une prestation personnalisée tendant, sur une question posée, à la fourniture d'un avis ou d'un conseil sur l'application d'une règle de droit en vue, notamment, d'une éventuelle prise de décision* ».

Recommandation 10

LE FINANCEMENT DES CABINETS D'AVOCATS ET L'EVOLUTION DES STRUCTURES D'EXERCICE

I. ETAT DES LIEUX

L'ouverture des capitaux des structures d'exercice de la profession d'avocat demeure à ce jour réservée aux professions juridiques et judiciaires depuis la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques du 6 août 2015, dite loi CAECE.

Il est ainsi permis à toute personne exerçant une profession juridique ou judiciaire établie en France, au sein de l'Union européenne, dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou en Suisse, de détenir des capitaux ou droits de vote au sein des cabinets d'avocats.

S'agissant des structures d'exercice, les dispositions des articles 5 et 6 de la loi du 31 décembre 1990 prévoient les conditions de détention des capitaux des sociétés d'exercice libéral (SEL). Or, ces dispositions, en raison des renvois successifs réalisés, sont peu lisibles pour les professionnels, tout comme l'article 7 de la loi du 31 décembre 1971 portant plus particulièrement sur la pluralité d'exercice.

En outre, le décret du 23 juillet 1992 pris pour l'application de l'article 14 de la loi du 31 décembre 1992 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales, fixe des seuils, au titre des sommes présentes sur les comptes courants d'associés.

Le régime des sociétés de participation financière de profession libérale (SPFPL) se borne à limiter l'objet social de ces formes de société, à la détention de titres de sociétés exerçant des professions libérales et réglementées. Par conséquent, ces sociétés ne peuvent détenir des droits sociaux de sociétés exerçant une activité commerciale accessoire.

Par ailleurs, les sociétés de droit commun sont soumises à un régime distinct des SEL concernant les règles de détention des capitaux.

Le régime fiscal applicable aux rémunérations des associés de SEL et de société de droit commun apparaît comme incertain. L'interprétation fiscale et la jurisprudence du Conseil d'Etat divergent sur la qualification de ces rémunérations.

Enfin, la rémunération de l'apport d'affaires entre avocats demeure interdite.

II. ENJEUX DES MODIFICATIONS DE FINANCEMENT ET DE L'EVOLUTION DES STRUCTURES D'EXERCICE

Dans le cadre de ses auditions, la mission a pu mesurer que la pandémie de la covid-19 avait mis en exergue les difficultés de trésorerie des structures d'exercice d'avocat.

Les structures individuelles semblent à ce titre plus fragiles que les structures comportant des associés.

Les avocats exerçant au sein de structures individuelles ont pour 92% d'entre eux indiqué n'avoir pu conserver leur rémunération habituelle durant la période de confinement contre 78 % des associés (données : observatoire national de la profession d'avocat).

Or, 65 % de l'exercice demeure individuel. Par conséquent, il devient impérieux d'améliorer le financement de ces structures.

La participation au financement des cabinets d'avocat par des professionnels hors professions juridiques et judiciaires, constitue une opportunité de développer des activités de pointe au sein des cabinets et d'asseoir leur compétitivité face aux legaltechs.

Cette ouverture est susceptible d'être conciliée avec la préservation de l'indépendance de l'avocat et l'ensemble des règles déontologiques relatives aux conflits d'intérêt.

Par ailleurs, un défaut de lisibilité des règles de droit applicables tant à la pluralité d'exercice qu'aux règles de détention des capitaux des SEL fait obstacle à ce que la profession se saisisse pleinement de ces dispositions.

En outre, il semble nécessaire d'harmoniser les règles applicables aux différentes structures d'exercice. A ce titre, il conviendrait d'abroger les seuils applicables aux comptes courants d'associés au sein des SEL, afin d'aligner le régime desdits comptes sur celui applicable aux sociétés civiles professionnelles. Il conviendrait également de proposer que les associés non exerçants soient susceptibles de détenir une fraction minoritaire du capital social des sociétés de droit commun, à l'instar du régime applicable aux SEL issu de la loi du 31 décembre 1990.

Par ailleurs, le régime des SPFPL mérite d'être assoupli afin que la profession puisse se saisir plus facilement de cet outil pluriprofessionnel. Ainsi, il apparaît opportun de permettre à ces structures de détenir des droits sociaux de sociétés exerçant une activité commerciale accessoire. Il convient par conséquent d'abroger les dispositions limitant l'objet social des SPFPL à la détention de titres de sociétés exerçant des professions libérales et réglementées et à toute activité sous réserve d'être destinée exclusivement aux sociétés et groupements dont elles détiennent des participations.

De surcroît, à ce jour, la cession par une SPFPL de ses participations dans les sociétés exerçant des professions libérales et réglementées entraîne de plein droit la dissolution de la SPFPL précitée. Il convient dès lors d'introduire un délai d'un an afin que la SPFPL puisse modifier son objet social afin de tirer les conséquences de cette cession, à l'instar du régime applicable aux SPFPL d'officines de pharmacie (voir en ce sens, l'article R. 5125-24-11 du code de la santé publique).

Enfin, le régime fiscal applicable aux rémunérations des associés de SEL et de société de droit commun doit être clarifié par une modification de l'article 62 du code général des impôts.

Quant à la rémunération de l'apport d'affaires entre avocats, celle-ci demeure interdite. Il apparaît nécessaire qu'une réflexion soit engagée sur ce sujet.

III. RECOMMANDATIONS

Permettre l'introduction de capitaux extérieurs au sein des structures d'exercice de la profession d'avocat.

Préserver l'indépendance en n'accordant aucun droit de vote aux associés exerçant une profession non juridique et judiciaires.

Modifier les dispositions des articles 5 et 6 de la loi du 31 décembre 1990 afin de préciser les conditions de détention du capital des capitaux des SEL.

Modifier les dispositions de l'article 7 de la loi du 31 décembre 1971 afin de préciser les conditions de pluralité d'exercice.

Abroger les seuils applicables aux comptes courants d'associés au sein des SEL afin d'aligner les régimes des comptes courants d'associés applicables aux SCP et aux SEL.

Permettre aux associés non exerçants de détenir une fraction minoritaire du capital social des sociétés de droit commun afin d'aligner le régime des sociétés de droit commun et celui des SEL.

Assouplir le régime des SPFPL :

- en permettant la détention de droits sociaux de sociétés exerçant une activité commerciale accessoire ;
- en introduisant un délai d'un an permettant de modifier son objet social, à compter de la cession de ses participations dans les sociétés exerçant des professions libérales et réglementées.

Modifier l'article 62 du code général des impôts afin d'éclaircir le régime fiscal applicable aux rémunérations des associés des SEL.

Encourager une réflexion sur la rémunération de l'apport d'affaires entre avocats.

Recommandation 11

L'ASSOCIATION DES AVOCATS A LA VIE DES JURIDICTIONS

Les avocats ne sont pas seulement des auxiliaires de Justice, ce sont les premiers usagers des juridictions. Pourtant force est de constater qu'ils connaissent assez mal les contraintes de fonctionnement de celles-ci, fonctionnement auquel ils sont au demeurant peu associés, si ce n'est occasionnellement. Cette méconnaissance est souvent à l'origine de tensions, et plus généralement du sentiment que les besoins des avocats ne sont pas suffisamment pris en considération dans la vie des juridictions. Il y a donc un véritable enjeu à ce que les barreaux soient plus fortement associés à l'organisation de celles-ci.

I. ETAT DU DROIT

Très peu de dispositions du code de l'organisation judiciaire (COJ) mentionnent les représentants du barreau. Si cette absence formelle ne rend pas compte de la réalité des relations quotidiennes existant entre magistrats et avocats, elle est révélatrice de ce que l'organisation des juridictions fait peu de cas des besoins ou nécessités des avocats dans l'exercice de leurs fonctions au sein des juridictions.

Les quelques dispositions éparses qui figurent dans le COJ, dont certaines sont issues de la récente loi de programmation et de réforme de la justice, prévoient une participation très occasionnelle des barreaux dans le fonctionnement des tribunaux:

L'article R. 131-3 du COJ prévoit que la convention constitutive d'une MJD est (notamment) signée par le bâtonnier de l'ordre des avocats.

Les articles R. 212-64 et R. 312-85 prévoient la présence obligatoire du bâtonnier lors des conseils de juridictions dont la réunion est nécessaire en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, cette présence n'étant en revanche que facultative lorsque cette consultation n'est pas obligatoire, dépendant alors de la nature de l'ordre du jour.

Il en résulte que rien n'oblige aujourd'hui ces interlocuteurs essentiels à échanger régulièrement sur leurs contraintes et leurs projets.

II. ENJEUX D'UNE INSTITUTIONNALISATION DE TEMPS D'ECHANGE ENTRE LES CHEFS DE JURIDICTION ET LE BARREAU

Afin de renforcer l'articulation des barreaux et des juridictions et faciliter les échanges et l'élaboration de projets communs, l'inscription dans le code de l'organisation judiciaire d'un cadre institutionnel à cette relation paraît opportune. Il ne s'agit pas d'introduire une quelconque forme de cogestion des juridictions, mais plutôt d'inviter les uns et les autres à plus de transparence.

Pourraient ainsi être codifiées les rencontres mensuelles qui existent dans la plupart des juridictions entre chefs de juridiction et bâtonniers et prévue, au moins une fois par an, une conférence réunissant magistrats, fonctionnaires et avocats, ayant pour objet un échange de vues sur les projets en cours et à venir de la juridiction.

Dans l'attente d'une modification du COJ, une circulaire relative à la mise en place de ces dispositions pourrait être opportunément diffusée.

III. RECOMMANDATIONS

Insertion dans le code de l'organisation judiciaire de temps d'échanges réguliers entre juridictions et barreaux intégrant une démarche de qualité

L'ACCES DES AVOCATS A LA MAGISTRATURE JUDICIAIRE

I. LES MODALITES ACTUELLES D'ACCES A LA MAGISTRATURE POUR LES AVOCATS

Il existe actuellement une dizaine de voies d'accès au corps judiciaire :

- sur concours : trois concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (formation des auditeurs de justice de 31 mois) et un concours complémentaire réservé aux personnes justifiant d'une activité professionnelle qualifiante de 7 années (formation de 7 à 9 mois), respectivement prévus aux articles 17 et 21-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

- sur dossier : nomination directe en qualité d'auditeur de justice (31 mois de formation), intégration directe aux 1^{er} et 2^d grades (formation de 12 mois au total) et intégration directe à la hors hiérarchie, respectivement prévues aux articles 18-1, 22, 23 et 40 de l'ordonnance statutaire.

Une voie d'accès spécifique existe également pour les fonctions de conseiller ou d'avocat général en service extraordinaire à la Cour de cassation (article 40-1 de l'ordonnance statutaire). Des avocats sont concernés par ce dispositif d'intégration provisoire dans le corps judiciaire.

Les avocats peuvent intégrer la magistrature par ces différentes voies réservées aux professionnels qui souhaitent entamer une nouvelle carrière. Le concours complémentaire et l'intégration directe permettent un accès à la magistrature après une formation courte tandis que la nomination directe en qualité d'auditeur de justice suppose le suivi d'une scolarité de 31 mois identique à celle des auditeurs de justice recrutés par les trois concours d'accès à l'Ecole.

Concourant quotidiennement au fonctionnement du service public de la Justice, les avocats représentent une part très significative des candidats reçus au terme d'une de ces différentes voies d'accès au corps judiciaire.

En effet, la part des avocats dans les recrutements sur dossier au titre de l'article 18-1 de l'ordonnance statutaire (auditeurs de justice) représente 28% de l'ensemble des candidats bénéficiant d'un avis favorable de la commission d'avancement. Ils représentent près de la moitié des personnes recrutées par la voie de l'intégration directe (45% du total des candidats reçus) et 27% des lauréats du concours complémentaire 2018 alors qu'ils représentent 18% des candidats inscrits (ce taux était de 42% en 2017).

Les voies d'accès actuelles à la magistrature de l'ordre judiciaire apparaissent complexes et insuffisamment adaptées aux avocats en reconversion professionnelle. En effet, la durée du processus de recrutement est soumise à des délais de latence en raison notamment d'un second avis de la commission d'avancement émis sur l'intégration définitive dans le corps judiciaire après la formation probatoire. Le système actuel place parfois les avocats qui souhaitent rejoindre la magistrature dans une situation de fragilité économique et juridique. Le concours complémentaire permet en revanche aux avocats de rejoindre la magistrature dans un calendrier maîtrisé après une formation courte comprise entre 9 et 11 mois préalablement à l'installation dans les fonctions.

Dès lors, il conviendrait de :

- simplifier et clarifier les voies de recrutement en prenant en compte notamment la difficulté, d'ailleurs relevée par le Conseil National des Barreaux, du délai d'attente important entre la fin de la formation probatoire et la nomination en qualité de magistrat, pour les personnes qui choisissent la voie de l'intégration directe ;

- mais aussi en adaptant la formation aux profils des professionnels souhaitant intégrer la magistrature, en prenant spécialement en compte la profession d'avocat.

II. RECOMMANDATIONS

Dans la suite du rapport de la mission sur la haute fonction publique (rapport Thiriez) et dans le cadre des réflexions en cours menées par les services de la direction des services judiciaires du ministère de la Justice, il pourrait être envisagé une simplification des voies d'accès à la magistrature par la suppression des voies d'accès latérales au profit de la création d'un concours unique professionnel et surtout par la suppression du stage probatoire pour les avocats (articles 22 et 23). La dispense de ce stage, exceptionnelle aujourd'hui (article 25-3), pourrait ainsi devenir systématique pour les avocats.

- Création d'un concours professionnel

Les épreuves du concours professionnel seraient adaptées selon le profil professionnel des candidats. Ce concours serait confié à un jury ouvert sur l'extérieur chargé d'examiner le parcours professionnel des candidats qui pourraient subir un nombre d'épreuves limité et adapté aux professionnels en vue d'une meilleure objectivation des recrutements.

Les candidats exerçant la profession d'avocats, à la différence des autres candidats, pourraient être dispensés des épreuves juridiques compte tenu des compétences déjà acquises en ce domaine par leur expérience professionnelle judiciaire.

Les avocats recrutés par la voie de ce concours professionnel bénéficieraient d'une formation courte leur assurant une formation de qualité sur l'ensemble des fonctions mais tenant compte de leur expérience professionnelle et adaptée à leur profil et besoins de formation.

Le calendrier du concours professionnel unique permettrait de réduire considérablement la durée de la procédure de recrutement par la mise en place d'un calendrier de scolarité fixé à l'avance et qui débiterait rapidement après l'admission au concours. Au surplus, il n'existerait plus de délais longs et incertains entre la formation et la nomination, laquelle interviendrait immédiatement à l'issue de la formation, comme pour les auditeurs de justice et les concours complémentaires actuellement.

- Suppression du stage probatoire

La suppression du stage probatoire permettrait d'accélérer le processus de recrutement des avocats et d'éviter leur fragilisation économique pendant cette période. Elle devrait être accompagnée de la mise en œuvre d'une procédure de recrutement plus approfondie au moyen d'entretiens croisés entre professionnels de terrain et membres de la commission d'avancement.

Modifier l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature pour créer un concours unique professionnel et supprimer le stage probatoire pour les avocats candidats à l'intégration en application des articles 22 et 23.

LE SECRET PROFESSIONNEL DE L'AVOCAT

I. ETAT DU DROIT

Le principe

A l'occasion d'affaires médiatiques relatives à des mesures coercitives entreprises par des magistrats à l'encontre de certains avocats, l'opinion publique s'est émue des incertitudes entourant la définition et le respect du secret professionnel des avocats. Ainsi la confiance du public envers la profession, et plus largement, l'institution judiciaire et son action s'en trouvent altérées.

Lorsqu'un client s'adresse à son avocat pour être conseillé ou défendu, il est convaincu que ses confidences sont couvertes par un secret absolu et qu'il peut, en conséquence, lui révéler ses fautes, ses difficultés, ses échecs, ses projets dans sa vie privée ou son activité professionnelle.

Pour l'avocat, le secret professionnel est une obligation absolue vis-à-vis de ses clients comme des correspondances échangées avec ses confrères.

Sa violation est réprimée par l'article 226-13 du Code pénal d'une peine d'une année d'emprisonnement et d'une amende de 15 000 euros.

Si l'activité judiciaire de l'avocat bénéficie traditionnellement de la protection du secret professionnel, certains ont pu s'interroger sur la protection dont bénéficie l'activité de conseil exercée par l'avocat. L'article 66-5 de la loi du 31 décembre 1971, comme la jurisprudence de la CEDH sont clairs : le secret professionnel est attaché au domaine du conseil comme à celui de la défense.

C'est ainsi que les juridictions et les administrations doivent exclure de leurs travaux tout élément couvert par le secret professionnel, auquel le client n'est pas lui-même tenu.

L'exception

Il existe une exception d'évidence au caractère absolu du secret professionnel : lorsque l'avocat lui-même est mis en cause pour avoir commis ou pris part à la commission d'une infraction. Il ne peut pour se protéger lui-même s'abriter derrière le secret professionnel afin de se dérober à sa responsabilité.

Au cours d'une enquête ou d'une instruction, l'avocat peut dans ce cas faire l'objet de mesures coercitives : perquisition à son cabinet ou à son domicile, interceptions téléphoniques, examen des factures détaillées de ses opérateurs téléphoniques (les « *fadettes* »).

Afin d'assurer dans ces circonstances le droit au secret des clients et de limiter ces intrusions et leur excès, un certain nombre de garanties sont prévues par la loi : autorisation préalable du JLD pour les mesures envisagées en enquête préliminaire, information du bâtonnier et présence de son délégué au cours de la perquisition afin de veiller au respect du secret professionnel et, en cas de désaccord entre ce dernier et les intervenants, arbitrage du JLD sur les pièces qui peuvent être saisies et celles relevant du secret.

II. ENJEUX DE LA REFORME

Des affaires récentes confirment les insuffisances de ces garanties comme l'a souligné le ministre de la Justice lui-même.

Les raisons en sont multiples :

- La Chambre criminelle de la Cour de cassation distingue l'activité judiciaire et l'activité de conseil de l'avocat pour limiter la protection assurée par le secret professionnel à la première. Elle a jugé que ne peut invoquer le secret professionnel un avocat qui n'assure pas la défense « *de la personne placée sous surveillance, qui n'est ni mise en examen ou témoin assisté, ni même placée en garde vue dans la procédure en cours* » (Crim., 22 mars 2016, n°15-83.205).

Cette décision rendue en matière d'écoutes téléphoniques, amenée à s'appliquer à toutes les mesures coercitives à l'encontre des avocats, exclut de fait du secret professionnel toutes les activités de conseil, contrairement à la loi du 31 décembre 1971 et à la jurisprudence de la CEDH.

- Chacune de ces mesures répond à un régime procédural différent qu'aucun principe général n'encadre.
- Les JLD ne disposent ni des moyens ni du temps nécessaires pour examiner de manière exhaustive les demandes d'autorisation adressées par le parquet. Ces demandes sont rarement accompagnées des éléments du dossier permettant d'apprécier s'il existe réellement des indices de la commission d'une infraction par l'avocat.
- La perquisition d'un cabinet d'avocat, de son domicile, l'interception de ses communications téléphoniques, le relevé de ses factures téléphoniques détaillées sont des mesures d'une exceptionnelle gravité, qui justifient qu'elles puissent être examinées au regard des exigences de la CEDH, et plus précisément de ses articles 6 et 8 de la Convention, de leur proportionnalité et de l'efficacité des garanties prévues.

III. RECOMMANDATIONS

1. Les moyens mis à la disposition du JLD devraient être renforcés :

- Dans le cadre d'une enquête préliminaire, la décision du JLD d'autoriser la mise en œuvre de mesures coercitives (perquisition, interception téléphonique, communication des factures détaillées de téléphonie) à l'encontre d'un avocat devrait être motivée sur des indices précis préexistant de la participation de l'avocat à la commission d'une infraction.
- Dans le cadre d'une instruction, le principe du double regard devrait s'appliquer aux décisions de mesures coercitives en prévoyant la saisine du JLD aux fins d'autorisation de ces mesures, dans les mêmes conditions que dans le cadre d'une enquête préliminaire.
- Pour fonder sa décision, l'entier dossier de la procédure doit être mis à la disposition du JLD.

En conséquence, rédiger comme suit l'article 56-1 du Code de procédure pénale :

« Les perquisitions dans le cabinet d'un avocat ou à son domicile ne peuvent être effectuées que par un magistrat et en présence du bâtonnier ou de son délégué, à la suite d'une décision écrite et motivée prise par un juge des libertés et de la détention saisi à la requête de ce magistrat. Le dossier de la procédure est mis à la disposition du juge des libertés et de la détention. A peine de nullité, le contenu de sa décision qui indique la nature de l'infraction ou des infractions sur lesquelles portent les investigations et précise les indices précis, préexistant de la participation de l'avocat à la commission de l'infraction ou des infractions les raisons justifiant la perquisition et l'objet de celle-ci. Le contenu de Cette décision est portée dès le début de la perquisition à la connaissance du bâtonnier ou de son délégué par le magistrat. Celui-ci et le bâtonnier ou son délégué ont seuls le droit de consulter ou de prendre connaissance des documents ou des objets se trouvant sur les lieux préalablement à leur éventuelle saisie. Aucune saisie ne peut concerner des documents ou des objets relatifs à d'autres infractions que celles mentionnées dans la décision précitée. Les dispositions du présent alinéa sont édictées à peine de nullité ».

Insérer un nouvel alinéa 2 à l'article 77-1-1 du Code de procédure pénale :

« Lorsque la réquisition a pour objet la transmission de factures détaillées de téléphonie relative à la ligne téléphonique attribuée à une personne relevant de l'article 100-7, la réquisition doit être autorisée par un juge des libertés et de la détention saisi par le Procureur de la République. Le dossier de la procédure est mis à la disposition du juge des libertés et de la détention. A peine de nullité, le contenu de sa décision indique la nature de l'infraction ou des infractions sur lesquelles portent les investigations et précise les indices précis, préexistant de la participation de la personne à la commission de l'infraction ou des infractions ».

Insérer un nouvel alinéa 2 à l'article 99-3 du Code de procédure pénale :

« Lorsque la réquisition a pour objet la transmission de factures détaillées de téléphonie relative à la ligne téléphonique attribuée à une personne relevant de l'article 100-7, la réquisition doit être autorisée par un juge des libertés et de la détention saisi par le juge d'instruction. Le dossier de la procédure est mis à la disposition du juge des libertés et de la détention. A peine de nullité, le contenu de sa décision indique la nature de l'infraction ou des infractions sur lesquelles portent les investigations et précise les indices précis, préexistant de la participation de la personne à la commission de l'infraction ou des infractions ».

Insérer un nouvel alinéa 3 à l'article 100 du Code de procédure pénale :

« Dans les cas visés à l'article 100-7, la décision d'interception est prise par un juge des libertés et de la détention saisi à la requête du juge d'instruction. Le dossier de la procédure est mis à la disposition du juge des libertés et de la détention. A peine de nullité, le contenu de sa décision- indique la nature de l'infraction ou des infractions sur lesquelles portent les investigations et précise les indices précis, préexistant de la participation de la personne à la commission de l'infraction ou des infractions ».

Insérer un alinéa 2 à l'article 706-95-2 du Code de procédure pénale :

« Dans les cas visés à l'article 100-7, la décision est prise par un juge des libertés et de la détention, saisi à la requête du juge d'instruction. Les dispositions de l'article 706-95-1 sont applicables ».

2. Le secret professionnel de l'avocat est attaché tant au domaine du conseil qu'à celui de la défense.

En conséquence, rédiger comme suit :

- Créer un alinéa 2 à l'article 226-13 du Code pénal : **« Le secret professionnel de l'avocat est défini par l'article 66-5 de la loi 71-1130 du 31 décembre 1971 »**
- L'alinéa 2 de l'article 56-1 du Code de procédure pénale : **« Le magistrat qui effectue la perquisition veille à ce que les investigations conduites ne portent pas atteinte au libre exercice de la profession d'avocat que ce soit dans le domaine du conseil ou dans celui de la défense » ;**
- L'alinéa 3 de l'article 100-5 du Code de procédure pénale : **« A peine de nullité, ne peuvent être transcrites les correspondances avec un avocat visées à l'article 66-5 de la loi du 31 décembre 1971 ».**

3. Dans le cadre d'une perquisition dans un cabinet d'avocat et/ou au domicile d'un avocat, la présence du bâtonnier doit être maintenue. Le bâtonnier, en charge de la défense des droits des avocats et de la stricte observation de leurs devoirs (art. 17 de la Loi du 31 décembre 1971), devrait également avoir la possibilité de saisir le juge des libertés et de la détention d'une demande tendant à l'annulation de cette mesure dans l'hypothèse où l'avocat ayant fait l'objet de la perquisition n'a pas été poursuivi devant une juridiction d'instruction ou de jugement.

En conséquence, rédiger comme suit l'article 802-2 du Code de procédure pénale :

« Toute personne ayant fait l'objet d'une perquisition ou d'une visite domiciliaire en application des dispositions du présent code et qui n'a pas été poursuivie devant une juridiction d'instruction ou de jugement au plus tôt six

*mois après l'accomplissement de cet acte peut, dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle elle a eu connaissance de cette mesure, saisir le juge des libertés et de la détention d'une demande tendant à son annulation. **Le bâtonnier ou son délégué peut saisir le juge des libertés et de la détention d'une demande tendant à l'annulation d'une perquisition dans le cabinet d'un avocat ou à son domicile, dans un délai d'un an à compter de sa réalisation, si l'avocat ayant fait l'objet de cette mesure n'a pas été poursuivi devant une juridiction d'instruction ou de jugement au plus tôt six mois après l'accomplissement de cette mesure** ».*

Renforcer les moyens à la disposition du JLD

Souligner que le secret professionnel est attaché tant au domaine de la défense que du conseil

Renforcer le rôle du bâtonnier